



PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES  
DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION  
DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI

**DECISION**

**La préfète de la région Pays de la Loire**  
**Officier de la légion d'honneur**  
**Commandeur de l'ordre national du mérite**

**VU** les articles R. 338-1 à R. 338-8 du code de l'éducation ;

**VU** l'arrêté du 22 décembre 2015 modifié relatif aux conditions de délivrance du titre professionnel du ministre chargé de l'emploi ;

**VU** l'arrêté du 21 juillet 2016 modifié portant règlement général des sessions d'examen pour l'obtention du titre professionnel du ministère chargé de l'emploi ;

**VU** l'arrêté du 21 juillet 2016 relatif aux modalités d'agrément des organismes visés à l'article R. 338-8 du code de l'éducation ;

**VU** l'arrêté n° 2018/SGAR/DIRECCTE/4 du 19 janvier 2018 de madame la préfète de la région Pays de la Loire, portant délégation de signature à M. Jean-François DUTERTRE, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des Pays de la Loire ;

**VU** l'arrêté du 10 juin 2016 modifié (JO du 18 juin 2016 – date d'effet 13 juillet 2016) relatif au titre professionnel de « **designer web** » ;

**VU** la décision administrative du 1<sup>er</sup> août 2016 pour l'organisme ARCHIMEDE Informatique CEFII Angers relative à l'agrément du titre professionnel précité ;

**VU** l'arrêté du 1<sup>er</sup> août 2018 (JO du 15 août 2018) prorogeant le titre précité jusqu'au 13 juillet 2021 ;

**DECIDE**

**ARTICLE 1**

L'agrément accordé à l'organisme ARCHIMEDE Informatique CEFII Angers par la décision administrative du 1<sup>er</sup> août 2016 est prolongé jusqu'au **13 juillet 2021** (date de fin de validité du titre).

## ARTICLE 2

Les autres articles de la décision administrative du 1<sup>er</sup> août 2016 visée ci-dessus restent inchangés.

## ARTICLE 3

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi et le directeur de l'Unité départementale de Maine et Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nantes, le **24 SEP. 2018**

Pour la Préfète et par délégation,  
Pour le DIRECCTE,  
Le chef du service régional de contrôle  
de la formation professionnelle,



Cathy FAVENNEC

La présente décision peut dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification faire l'objet

- d'un recours gracieux auprès de monsieur le préfet de la région Pays de la Loire
- d'un recours hiérarchique auprès de la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle - Mission politiques de formation et de qualification, 14 avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP
- d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif